

MOB – MZ09.2400 - KM 10.942
Tunnel des Avants - Mise au gabarit

Appel d'offres pour prestations d'ingénieur civil

1 - Instructions et conditions

11.06.2019

Table des matières

1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	1
1.1. Introduction	1
1.2. Objet du marché	1
1.3. Maître de l'ouvrage, pouvoir adjudicateur	1
1.4. Organisation du maître de l'ouvrage	2
2. PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES	2
2.1. Type de procédure et bases légales	2
2.2. Publication	2
2.3. Documents d'appel d'offres	3
2.4. Consultation de documents	3
2.5. Visite des lieux	3
2.6. Conditions de participation	3
2.7. Préimplication	4
2.8. Calendrier et déroulement de la procédure	4
2.9. Questions des soumissionnaires	5
2.10. Remise des offres	6
2.11. Justificatifs	6
2.12. Ouverture des offres	6
3. PROCESSUS D'ÉVALUATION	7
3.1. Etapes de l'évaluation des offres	7
3.2. Exclusion d'un soumissionnaire	7
3.3. Groupe d'évaluation des offres	7
3.4. Critères d'aptitude	7
3.5. Critères d'adjudication	8
3.6. Principe de notation	8
3.7. Choix de l'adjudicataire	9
3.8. Auditions des soumissionnaires	9
3.9. Notification	9
4. CONDITIONS CONCERNANT LES OFFRES	9
4.1. Bases de l'offre	9
4.2. Offre partielle	10
4.3. Variantes	10
4.4. Validité des offres	10
4.5. Prix et TVA	10
4.6. Division du marché	10
4.7. Indemnisation des soumissionnaires	10
4.8. Nature juridique des documents d'appel d'offres	10
4.9. Restitution des dossiers d'offres	10
4.10. Langue officielle	10
4.11. Réserves	10
4.12. Voies de recours	11
5. INFORMATION POUR L'OFFRE	11
5.1. Présentation	11
5.2. Données administratives (chapitre 1)	11
5.3. Données relatives à la qualification (chapitre 2)	11
5.4. Organisation (chapitre 3)	11
5.5. Références des personnes-clés (chapitre 4)	12
5.6. Méthodologie (chapitre 5)	12
5.7. Offre d'honoraires (chapitre 6)	13
5.8. Signatures (chapitre 7)	13
5.9. Annexes	14

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Introduction

Le tunnel des Avants sur la ligne du MOB a été construit en 1901 et offre des conditions d'exploitation et de sécurité peu satisfaisantes, en particulier en raison d'un gabarit très étroit, de l'état de son revêtement, des conditions de maintenance hivernale et de la problématique de l'évacuation des voyageurs en cas d'arrêt d'un train dans le tunnel.

La Compagnie du Chemin de fer Montreux Oberland bernois SA a souhaité assainir le tunnel des Avants et lancé des études qui ont abouti à l'octroi d'une autorisation de construire par l'OFT.

Le projet prévoit la rénovation complète du tunnel et de la voie y compris l'augmentation du gabarit d'espace libre, la création d'un chemin de fuite et le renouvellement de ligne de contact.

1.2. Objet du marché

Le présent appel d'offres concerne les prestations d'ingénieurs civils y compris les prestations de géotechnique pour les études et la direction des travaux pour la rénovation du tunnel selon la décision d'approbation des plans.

Le détail des prestations est spécifié dans les documents "2 Projet de contrat" et "3 Cahier des charges".

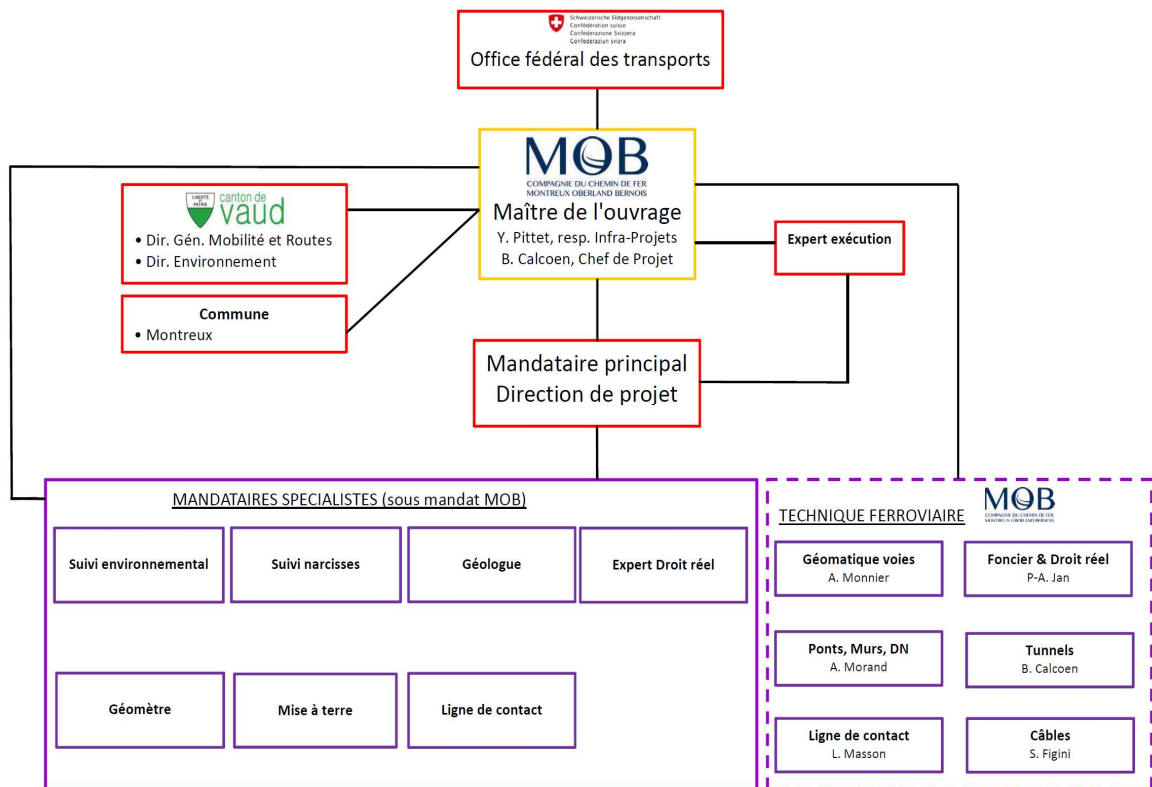
1.3. Maître de l'ouvrage, pouvoir adjudicateur

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA

Rue de la Gare 22
Case postale 1426
1820 Montreux

Personne de contact :
Monsieur Benoît Calcoen, chef de Projet
Courriel : b.calcoen@mob.ch

1.4. Organisation du maître de l'ouvrage



2. PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES

2.1. Type de procédure et bases légales

Le présent appel d'offres se déroule selon une procédure ouverte conforme aux dispositions légales suivantes :

1. L'accord GATT/OMC du 15.04.1994 sur les marchés publics.
2. L'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994, révisé le 15.03.2001.
3. La loi cantonale vaudoise du 24.06.1996 sur les marchés publics (LMP-VD, état au 01.01.09).
4. Le règlement cantonal vaudois du 07.07.2004 sur les marchés publics (RLMP-VD, état au 01.01.07).

2.2. Publication

Cet appel d'offres est publié le site www.simap.ch avec un avis dans la FAO du canton de Vaud.

Les soumissionnaires intéressés doivent télécharger directement les documents nécessaires depuis le site du SIMAP. Ils sont aussi responsables de s'informer sur SIMAP des réponses aux questions.

2.3. Documents d'appel d'offres

Les documents pour l'appel d'offres sont les suivants :

1. Instructions et conditions (présent document) y compris les réponses aux éventuelles questions
2. Modèle de contrat
3. Cahier des charges
4. Offre (formulaire de l'offre à remplir par les soumissionnaires).

2.4. Consultation de documents

Aucune consultation des documents auprès du MOB n'est prévue. Il est admis que les documents remis sont suffisants pour établir une offre fondée.

2.5. Visite des lieux

Aucune visite des lieux n'est organisée. Les soumissionnaires peuvent se rendre de manière libre sur place dans les parties autorisées au public mais en aucun cas ils ne peuvent pénétrer sur le domaine ferroviaire.

2.6. Conditions de participation

2.6.1. Composition du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit être un bureau d'ingénieurs civils.

L'association de plusieurs bureaux en une société simple (consortium) n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire aura recours à un bureau spécialisé en géotechnique ou un ingénieur spécialisé en géotechnique pour les prestations dans ce domaine s'il ne peut offrir cette prestation avec le personnel de son bureau.

Les bureaux ou entreprises portant la même raison sociale ou faisant partie d'un même groupe et dont l'activité est similaire, même issus de cantons différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre.

2.6.2. Conditions de sous-traitance

La sous-traitance de prestations est seulement autorisée pour la géotechnique, notamment si le soumissionnaire ne dispose pas de cette compétence au sein de son propre bureau.

Le soumissionnaire doit indiquer le nom et l'adresse du sous-traitant auquel il entend recourir et le sous-traitant ne peut pas être modifié en cours de procédure. Toute modification peut entraîner l'élimination de l'offre.

2.6.3. Conflits d'intérêts

Le soumissionnaire doit annoncer à l'adjudicateur, au plus tard lors du dépôt de son offre, s'il se trouve en conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêt est déterminé par le fait qu'un bureau, un associé ou un collaborateur du soumissionnaire est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation. Le cas échéant, il appartiendra à l'adjudicateur de remplacer ou pas la personne concernée lors de l'évaluation des offres.

2.6.4. Restrictions sur la participation de fournisseurs

Le soumissionnaire ou un de ses sous-traitants ne pourra en aucun cas être fournisseur d'une partie quelconque de l'ouvrage.

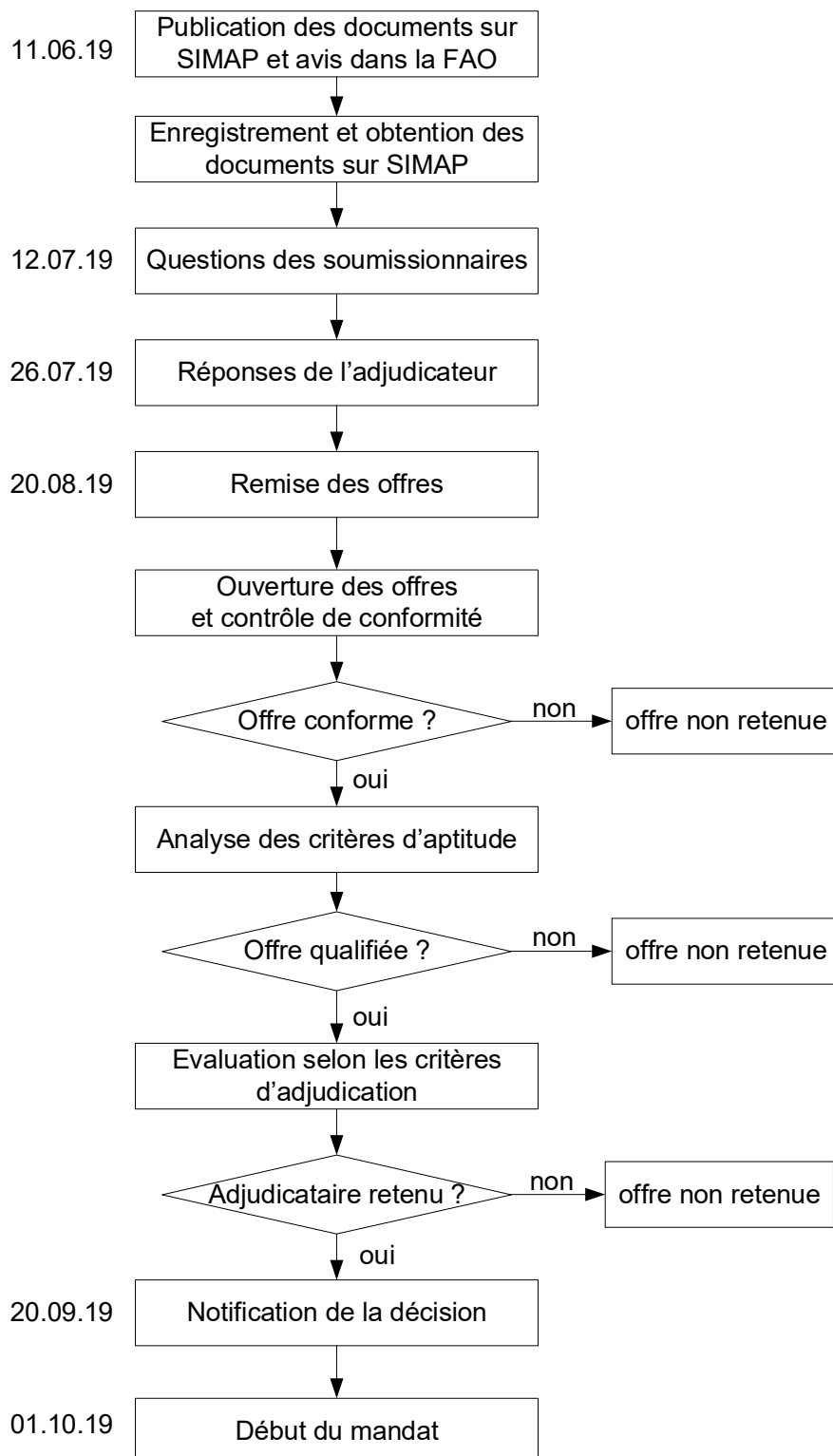
2.7. Préimplication

Le bureau BG Ingénieurs Conseils SA à Lausanne a effectué les phases d'étude et la procédure d'approbation des plans (Phases SIA 31 à 33) en tant qu'auteur du projet. Les bureaux Karakas et Français SA (KF) et Architram Architecture et Urbanisme SA ont également été mandaté pour des prestations sectorielles dans le cadre des études du projet ou de la PAP.

Les mandats de ces bureaux étant actuellement terminés, les sociétés BG et KF pré-impliquées sont autorisées à remettre une offre ou à être sous-traitant dans une offre.

2.8. Calendrier et déroulement de la procédure

La procédure d'appel d'offres se déroulera selon le calendrier ci-dessous :



2.9. Questions des soumissionnaires

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser leurs questions par écrit uniquement sur SIMAP jusqu'au vendredi 12 juillet 2019.

Les questions seront regroupées sans mention de l'origine des questions et les réponses seront publiées sur SIMAP dès le 26 juillet 2019. Les questions - réponses font partie intégrante des documents de l'appel d'offres.

2.10. Remise des offres

Les offres doivent parvenir au maître d'ouvrage au plus tard (attention le cachet postal ne fait pas foi) :

mardi 20 août 2019 à 10h00

à l'adresse suivante :

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER
MONTREUX OBERLAND BERNOIS SA
Rue de la Gare 22
Case postale 1426
1820 Montreux

Si remise en main propre, le faire exclusivement
à la réception au 2^{ème} étage

Elles seront rendues en 2 exemplaires sur papier avec une copie informatique conforme au format pdf, dans une enveloppe fermée portant en plus des adresses de l'expéditeur et du destinataire, une étiquette avec la mention bien visible :

Tunnel des Avants – Ne pas ouvrir

2.11. Justificatifs

En rendant son dossier de qualification, le soumissionnaire s'engage sur l'honneur au respect des conditions et dispositions de l'article 6 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD), www.simap.ch.

Le soumissionnaire remettra avec son offre l'annexe 1 du contrat "Engagement sur l'honneur" qu'il aura dûment signée.

En outre il sera prêt à fournir dans un délai de 10 jours tout ou partie des justificatifs qui peuvent lui être demandés selon cette annexe.

2.12. Ouverture des offres

L'ouverture des offres n'est pas publique. Le PV d'ouverture peut être obtenu sur demande écrite adressée au MO et sera envoyé au candidat au plus tôt après les séances de clarifications éventuelles.

3. PROCESSUS D'EVALUATION

3.1. Etapes de l'évaluation des offres

Le processus d'évaluation se déroulera selon les étapes décrites au chapitre 2.8.

3.1.1. Analyse de la conformité

Il s'agit principalement de contrôler que les :

1. Les offres ont été remises dans le délai convenu (date et heure) et signées par les personnes autorisées ;
2. Les diverses pièces et preuves demandées ont été fournies et sont valables ;
3. Les offres sont entièrement remplies et leur structure respecte globalement le formulaire d'offre remis au soumissionnaire ;
4. Les conditions de participation du chapitre 2.6 ci-avant sont remplies.

3.1.2. Vérification de l'aptitude

Il s'agit de vérifier que les critères d'aptitude du chapitre 3.4 sont formellement remplis.

3.1.3. Evaluation des offres

Cette étape comprend l'analyse et la notation des offres selon les critères d'adjudication en suivant les règles d'attribution des notes mises au point avant l'ouverture des offres.

3.2. Exclusion d'un soumissionnaire

Les motifs d'exclusion selon l'art. 32 du règlement d'application de la loi du 24.06.1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) s'appliquent.

L'exclusion d'un soumissionnaire peut survenir à n'importe quel moment du processus d'évaluation des offres.

3.3. Groupe d'évaluation des offres

Les dossiers d'offres seront évalués par un groupe d'évaluation constitué de MM. Benoît Calcoen, Alain Morand, Yves Pittet du MO et du mandataire organisateur de la procédure.

3.4. Critères d'aptitude

L'offre du soumissionnaire doit contenir les documents attestant sa qualification pour la réalisation du mandat.

Le critère d'aptitude prévoit que le soumissionnaire doit produire en tout **4 références de moins de 10 ans en rapport avec les prestations mises au concours**, soit pour :

1. L'ingénieur civil : 2 références d'études et de direction de travaux de tunnels ferroviaires ;
2. Le géotechnicien ou l'ingénieur spécialisé en géotechnique : 2 références d'études et/ou de réalisations de tunnels.

Si un même bureau peut offrir les prestations d'ingénieur civil et de géotechnique, il doit fournir des références mettant en évidence ses compétences dans chacun de ces deux domaines.

3.5. Critères d'adjudication

L'évaluation se basera exclusivement sur les indications fournies par les soumissionnaires dans leurs offres. Ces dernières seront évaluées selon les 4 critères et pondérations donnés dans le tableau ci-après.

Critère	Pondération
1 - Méthodologie	35 %
1.1 Identification des problèmes-clés et analyse des risques, propositions d'amélioration du projet	(70 %)
1.2 Démarche de travail, détail des prestations et plausibilité de l'estimation du volume du travail en relation avec le planning proposé et les réserves éventuelles du soumissionnaire	(30 %)
2 - Références des personnes-clés	30 %
Qualité des projets de références des personnes-clés et de la formation de l'ingénieur civil dirigeant, ingénieur civil et rempl. ing. dirigeant, du géotechnicien, du directeur de travaux et de son remplaçant pour les études, soumissions et réalisation de travaux de tunnel ferroviaire de technique d'exécution comparable	
2.1 Ingénieur civil responsable du mandat et ingénieur civil, et son remplaçant pour la direction du projet, les études et les travaux	(40 %)
2.2 Spécialiste pour la géotechnique pour les études et la réalisation	(20 %)
2.3 Responsable pour la direction des travaux et son remplaçant	(40 %)
3 - Coût	25 %
3.1 Montant total des honoraires hors taxes après déduction du rabais éventuel	
4 - Organisation	10 %
4.1 Compréhension et qualité de l'organisation nécessaire traduite dans un organigramme, liste et réserve en personnel pour le mandat, organisation des séances et circulation de l'information, assurance qualité	

3.6. Principe de notation

Le groupe d'évaluation attribuera pour chaque critère une note d'appréciation allant de 0 à 5 (sauf pour le coût), qui sera ensuite multipliée par le poids du critère. Les demi-points seront utilisés si nécessaire.

Le coût de l'offre sera noté sur la base du montant des honoraires, déduction faite du rabais éventuel et noté selon la formule au carré du guide romand des marchés publics (notation du prix pour les marchés de services recommandée par la CROMP).

Le barème des notes de 0 à 5 est donné dans le tableau suivant :

0	Inexploitable	Candidat qui n'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué
1	Très insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes
2	Insuffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes

3	Suffisant	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué et dont le contenu répond aux attentes minimales mais qui ne présente aucun avantage particulier.
4	Bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué ou dont le contenu répond bien aux attentes.
5	Très bon	Candidat qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport au critère évalué, dont le contenu répond très bien aux attentes ou présente un avantage particulier par rapport aux autres candidats.

3.7. Choix de l'adjudicataire

La note finale obtenue résultera de l'addition des notes pondérées des critères (arrondie au 100^e de point).

Suite à la notation, un classement sera établi. L'offre ayant la note la plus élevée sera retenue.

En cas d'égalité entre deux, voire plusieurs offres, le groupe d'évaluation procédera à une analyse comparative des offres, critère par critère afin de départager les offres.

3.8. Auditions des soumissionnaires

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser une ou plusieurs auditions du ou des soumissionnaires les mieux placés dans le but de clarifier leur offre. Les soumissionnaires concernés seront invités par le maître d'ouvrage.

3.9. Notification

La notification de la décision d'adjudication sera transmise par lettre signature en fin de procédure. Le maître de l'ouvrage communiquera notamment les notes attribuées aux soumissionnaires.

4. CONDITIONS CONCERNANT LES OFFRES

4.1. Bases de l'offre

Les bases pour l'établissement de l'offre sont, dans l'ordre de priorité :

1. Le procès-verbal d'une éventuelle audition
2. Les réponses aux questions
3. Les présentes instructions et conditions (document 1)
4. Le projet de contrat (document 2)
5. Le cahier des charges (document 3)
6. Le formulaire de l'offre (document 4)
7. Le "Règlement concernant les prestations et honoraires des ingénieurs civils" - RPH SIA 103 (édition 2014)
8. Les normes et règlements ferroviaires DE-OCF, RTE, les normes UIC et les normes techniques SIA et VSS applicables.

4.2. Offre partielle

Les offres partielles sont interdites.

4.3. Variantes

Les variantes d'offres sont admises mais dans tous les cas l'offre de base doit être entièrement remplie. Les variantes éventuelles doivent être clairement séparées de l'offre de base et expliquer en quoi elles diffèrent.

4.4. Validité des offres

La durée de validité des offres est de 6 mois à compter de la date limite pour la remise des offres.

4.5. Prix et TVA

Les prix sont à indiquer en francs suisses.

Les tarifs et les montants reportés dans l'offre seront indiqués hors taxe. La TVA sera appliquée sur le total.

4.6. Division du marché

Si nécessaire, le maître d'ouvrage se réserve le droit de subdiviser le marché.

4.7. Indemnisation des soumissionnaires

Les prestations fournies pour l'établissement des d'offres ne donnent droit à aucune rémunération de la part du maître d'ouvrage ou de l'organisateur de la procédure.

4.8. Nature juridique des documents d'appel d'offres

Les documents d'appel d'offres sont destinés à l'évaluation et à la comparaison des offres et seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure. Ils ne peuvent être utilisés comme base de revendication, seul le contrat signé fera foi.

Le soumissionnaire autorise le mandant à vérifier ou faire vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

4.9. Restitution des dossiers d'offres

Les offres ne seront pas restituées au terme de la procédure.

4.10. Langue officielle

La langue officielle de la procédure et pour l'exécution des prestations est le français.

4.11. Réserves

Le soumissionnaire adjudicataire se verra confier le présent mandat sous réserve de l'octroi des crédits par l'organe compétent du mandant.

4.12. Voies de recours

Le présent appel d'offres peut faire l'objet d'un recours à la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal, Av. Eugène-Rambert 15, 1014 Lausanne, déposé dans les dix jours dès la publication ; il doit être signé et indiquer les conclusions et motifs du recours. La décision attaquée est jointe au recours.

5. INFORMATION POUR L'OFFRE

5.1. Présentation

Le soumissionnaire présentera son offre dans le document "4 Offre" qu'il remplira et enverra ou apportera au maître de l'ouvrage dans le délai.

Les informations demandées dans les formulaires qui composent l'offre permettront d'évaluer les critères de qualification (aptitude) et les critères d'adjudication mentionnés plus haut.

Les documents doivent être modifiés seulement aux endroits prévus (textes en bleu et cellules de calcul en jaune). La taille maximale des documents remis est A3, pliée au format A4.

5.2. Données administratives (chapitre 1)

Il s'agit des données administratives et organisationnelles permettant d'identifier le soumissionnaire et les sous-traitants. Si nécessaire les tableaux des sous-traitants sont à reproduire. Les données fournies interviendront notamment dans l'évaluation de l'organisation.

Le soumissionnaire mentionnera son nom et éventuellement son logo sur la première page de l'offre.

5.3. Données relatives à la qualification (chapitre 2)

Le soumissionnaire fournira les références demandées selon le chapitre 3.4

Si nécessaire il faut agrandir les cellules, notamment pour la description des prestations.

5.4. Organisation (chapitre 3)

Le soumissionnaire doit prendre en compte que la durée du mandat s'étale sur plus de 3 ans et doit mettre en œuvre une organisation et des processus afin que le projet ne subisse pas de pertes de connaissances ou de retard en cas de départ de collaborateurs.

Au chapitre 3.1, le soumissionnaire exposera à l'aide d'un organigramme le fonctionnement interne de son organisation (avec ses sous-traitants) et externe (notamment avec le maître de l'ouvrage, ses services internes et les entreprises). Il montrera les relations entre les personnes-clés au sein de son équipe et le maître de l'ouvrage et ses services, les autres mandataires du maître d'ouvrage, les entreprises et les autres intervenants du projet. En plus, il le fera ressortir en quoi son organisation est bien adaptée au mandat (organigramme 1 page, avantages 1/2 page).

Dans le tableau 3.2, le soumissionnaire indiquera les personnes prévues pour le mandat, avec les remplaçants pour chaque fonction et les autres personnes prévues pour le mandat.

Toutes les personnes citées dans l'organisation interne du mandataire doivent figurer dans la liste des personnes prévues pour le mandat.

Au chapitre 3.3, le soumissionnaire exposera les séances qu'il prévoit, leur but et leur rythme pendant toute la durée du projet. Les convocations, ordre du jour et la tenue des PV sont à charge du soumissionnaire. Il exposera aussi le système qu'il mettra en place pour la circulation de l'information (notamment des plans et des documents techniques) entre les intervenants afin de pouvoir garantir un haut niveau de qualité de l'information et la concordance des versions au sein de son organisation (maximum 2/3 de page).

Les informations sur le système d'assurance qualité (certifié ou non) du soumissionnaire sont à indiquer dans le tableau du chapitre 3.4. Si un sous-traitant effectue plus de 25% du volume des prestations, ce tableau est à dupliquer et à remplir pour lui aussi.

5.5. Références des personnes-clés (chapitre 4)

Le soumissionnaire mentionnera deux projets de référence par personne-clé travaillant pour lui ou pour un sous-traitant. Ces projets de référence peuvent également avoir été exécutés par la personne-clé pour le compte d'un employeur précédent ou être déjà listés dans les références qualifiant le soumissionnaire mais en mettant en valeur la formation et les prestations effectuées par la personne-clé. Les projets doivent avoir été terminés il y a moins de 10 ans.

Le soumissionnaire fournira donc 4 objets de référence pour chacun des critères 2.1 et 2.3 et 2 objets pour le critère 2.2. Les formulaires sont à copier en cas de besoin et les cellules à adapter en cas de besoin. Les éventuels CV ou autres références mis en annexe ne seront pas pris en compte. Seuls comptent les éléments demandés dans le formulaire d'offre. Des illustrations des projets de références sont toutefois acceptés si elles sont bien lisibles et dans le but de mettre en évidence les spécificités du projet mis comme référence.

Le soumissionnaire mettra en évidence la formation et l'expérience des collaborateurs dans les domaines d'engagements prévus pour le mandat. Il indiquera la part du volume des prestations qui sera exécutée par la personne-clé. Il apportera un soin particulier aux descriptions des prestations effectuées et fera ressortir les aspects similaires de l'objet de référence par rapport au projet et aux prestations mis en soumission.

Ces informations permettront principalement la notation de la qualité des références. Certaines indications interviendront aussi dans la notation de l'organisation et de la plausibilité de l'estimation du volume de travail.

5.6. Méthodologie (chapitre 5)

Les informations apportées ici doivent permettre de juger le soumissionnaire sur sa compréhension du projet et de sa perception des risques, ses méthodes de travail, la crédibilité de son programme de travail par phase, l'adéquation et la répartition des heures par phase et son estimation du volume de son travail.

De plus le soumissionnaire est sollicité pour analyser les possibilités d'amélioration du projet et des méthodes d'exécution du projet tout en restant dans le cadre général du projet autorisé. A ce titre, le maître d'ouvrage a identifié la réalisation de pieux sécants au lieu de pieux distants afin de ne pas avoir à stabiliser le terrain entre les pieux lors de la démolition de l'ouvrage existant et de limiter ainsi le temps d'interruption du trafic sur la ligne.

Les informations sur la méthodologie sont subdivisées en 4 chapitres.

Au chapitre 5.1, le soumissionnaire identifiera les problèmes-clés et les risques du projet et mettra en évidence les moyens qui seront mis en œuvre pour limiter ces risques (maximum 2 pages, idéalement à mettre en forme dans un tableau).

Au chapitre 5.2, le soumissionnaire doit rechercher et proposer des améliorations du projet et en particulier des méthodes d'exécution pouvant conduire à des économies, à une réduction de la durée des travaux (en particulier pour ceux nécessitant une interruption totale du trafic ferroviaire) ou des améliorations de la qualité technique ou organisationnelle du projet.

Au chapitre 5.3, le soumissionnaire présentera sa démarche de travail, détaillera ses prestations par fonction et présentera son estimation du volume du travail en relation avec le planning qu'il propose. Il inclura aussi le nombre d'heures de travail à réaliser de nuit, les dimanches ou les jours fériés et aura la possibilité de majorer ces temps de travail par un facteur qu'il indiquera dans son offre. Il présentera son calcul du volume de travail dans un tableau détaillant au minimum la répartition des heures par phase et pour les fonctions suivantes :

1. Ingénieur et responsable du projet et son remplaçant
2. Géotechnicien
3. Responsable pour la direction locale des travaux et son remplaçant
4. Spécialistes éventuels
5. Autres ingénieurs
6. Technicien, dessinateur constructeur
7. Dessinateur, et personnel administratif.

Le tableau au chapitre 5.4 peut être utilisé pour indiquer les éventuelles réserves du soumissionnaire qui nécessiteraient selon lui une clarification, dans le cas d'une éventuelle adjudication.

5.7. Offre d'honoraires (chapitre 6)

Le montant de l'offre doit être un prix plafond pour la partie optimisation et phase SIA 41 et la partie la réalisation des travaux (phases SIA 51 à 53).

Au chapitre 6.1, le soumissionnaire présentera le résultat du calcul de ses honoraires. Ces données interviendront aussi dans l'estimation du volume des prestations à défaut d'informations plus précises au chapitre 5.

Veuillez double-cliquer sur le tableau pour l'éditer. Seules les cellules en jaune sont à remplir par le soumissionnaire. Le calcul est automatique pour les cellules en gris.

De plus, le soumissionnaire indiquera dans le tableau 6.3 une estimation d'un montant à titre de réserve pour les frais de reproduction non usuels du mandat. Le montant de ces frais n'interviendra pas dans la notation du prix de l'offre.

5.8. Signatures (chapitre 7)

Le mandataire et ses sous-traitants signent l'offre. Seules sont valables les signatures des personnes qui possèdent le pouvoir de signature pour engager leur société.

5.9. Annexes

Ne pas oublier de joindre les annexes, notamment l'engagement sur l'honneur (annexe 1 du contrat) signé, les copies de la certification AQ ou autres et les organigrammes en cas d'éventuelle appartenance à une autre société ou ayant des parts dans d'autres sociétés.